

Les vols "spéciaux" épargnés par les mesures contre le COVID-19 au Burundi

PANA, 22 mars 2020 Bujumbura, Burundi - Le vol d'avions cargo ou caractéristique humanitaire et diplomatique sont les seuls autorisés, à compter de ce dimanche à 21h59 GMT (19h59 locales) au Burundi, l'un des rares pays à n'avoir encore déclaré officiellement de cas de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), annonce un communiqué du ministre des Transports.

Tous les vols commerciaux de passagers, quant à eux, sont suspendus pour une durée de sept jours, le temps de préparer les services sanitaires à riposter au premier cas qui viendrait à se déclarer dans le pays, précise la même source. L'impact de la nouvelle mesure préventive contre le COVID-19 se fera surtout sentir sur les habitués des vols par Kenya Airways, Rwandair, Ethiopian airlines et Brussels airlines qui sont les quatre principales compagnies étrangères desservant habituellement le Burundi. La compagnie nationale « Air Burundi », quant à elle, a fait faillite depuis 2009 et limitait ses activités, notamment l'assistance en matière de fret des vols cargo, la réservation et la vente des billets des autres compagnies étrangères exploitant l'aéroport international de Bujumbura. Le Coronavirus présente aussi des risques sur le transport routier qui participe à 80% aux échanges commerciaux du Burundi avec l'extérieur, selon les données officielles. Le Burundi est un pays enclavé à plus de 1.000 km des premières côtes océaniques et compte sur les ports internationaux de Mombassa (Kenya) et de Dar-es-Salaam (Tanzanie) pour importer ou exporter ses marchandises, essentiellement via la route. L'importance de ce trafic routier fait que le Burundi est pratiquement le seul à garder encore ouvertes ses frontières terrestres au niveau de la sous-région Est africaine. La vigilance reste néanmoins de mise au Burundi où les visas entrants ont, par contre, été suspendus temporairement pour les passagers en provenance de 35 pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique les plus impactés. La suspension des visas n'est pas synonyme de la fermeture des frontières, a clarifié le ministre burundais des Relations extérieures, Ezéchiel Nibigira. Au niveau national, il est question de généraliser la mise en place des kits de lavage des mains à toutes les formations sanitaires et autres lieux publics (écoles, stades, bureaux, églises, hôtels, bistros, restaurants et marchés) du pays. Le gouvernement burundais n'envisage pas de reporter les élections générales de cet été, dans un pays où le COVID-19 n'est pas aussi alarmant, dit-on.